

## AKTUELL

ADR

# Rentrée flottante

Luc Caregari

**Alors que les montées à droite en Europe et dans le monde devraient procurer un profil plus affiné à l'ADR, ce dernier ne semble pas profiter de ces évolutions.**

Ils ne savent pas vraiment à quel saint se vouer, les trois députés de l'ADR Gast Gybérien, Fernand Kartheiser et Roy Reding. Devant la presse réunie pour leur conférence de rentrée parlementaire, ils se sont répartis une ribambelle de thèmes et de dossiers, sur lesquels ils ont évolué tantôt dans une direction tantôt dans l'autre.

Par exemple le CETA et le TTIP, présentés par Fernand Kartheiser. Il semble que le parti à droite du CSV rejoigne plutôt des positions de gauche - même si l'ADR n'a pas participé à la manifestation de samedi dernier. Si le TTIP est de toute façon mort à ses yeux, le CETA devrait connaître un sort similaire : « Le CETA est bien un texte différent, mais nous ne connaissons pas les détails définitifs. Nous ferons une réunion quand nous les aurons, mais je tiens à remarquer que l'ADR a de toute façon toujours insisté pour que ce soit un accord mixte et recommandé de passer par les parlements nationaux pour le ratifier. En aucun cas nous n'accepterons une prépondérance du Parlement européen sur cette question », a-t-il fait savoir. La différence entre cette position et celle des Jeunesses socialistes ou des « Lénkssozialisten », par exemple, n'est pas tellement grande. Ces derniers aussi redoutent que l'accord de libre-échange avec le Canada soit mis en place depuis Bruxelles.

## Messages au CSV

Même son de cloche concernant la réforme de la fiscalité. Là aussi, l'ADR rejoindra - quoique pour d'autres raisons - les adversaires de la nouvelle loi. Ainsi, Roy Reding a expliqué que « certes, il y a de bons points dans cette réforme, mais au final, l'ADR ne peut pas voter une loi qui contient tant d'inanités ». Et de citer par exemple la « discrimination par l'âge » dans les nouveaux contrats d'épargne-logement, les abattements sur les véhicules électriques et hybrides et la « criminalisation des propriétaires qui ne connaissent pas leurs obligations légales ». Pour un avocat d'affaires, qui traîne lui-même l'une ou l'autre casserole judiciaire,

une telle affirmation n'est pas sans un certain arrière-goût.

Par contre, en ce qui concerne les fabriques d'église, c'est à droite toute pour l'ADR. S'il se dit d'accord pour faire le bilan des propriétés, Gast Gybérien s'oppose tout feu tout flamme à toute autre mesure : « Les églises sont le plus grand patrimoine culturel du pays », estime-t-il. « J'espère que le Conseil d'État aura le courage de stopper cette initiative. Et pour le cas où la loi passe telle quelle, je vous garantis que l'ADR fera tout pour entrer dans le prochain gouvernement pour l'abroger immédiatement. » Ce disant, il a envoyé deux messages au CSV. Premièrement, l'ADR sait - contrairement aux conservateurs - quel côté il a choisi dans cette dispute : celui du Syfel, dont la position reste inconciliable avec celles du gouvernement et de l'archevêché. Et deuxièmement, le parti a bien entendu le président du CSV Marc Spautz, qui avait affirmé dans une interview que l'ADR restait une option pour devenir partenaire dans une nouvelle coalition. Une affirmation qui brave l'interdit de coalition encore en vigueur durant l'ère Juncker.

Quant à la langue luxembourgeoise et au futur du Luxembourg (l'État de 1,1 million d'habitants tant redouté), l'ADR reste fidèle à ses positions. Se félicitant qu'une de ses préoccupations soit enfin prise au sérieux, Gybérien n'a pas pu s'empêcher d'attaquer Claude Meisch et sa « découverte » récente du statut de la langue nationale dans l'Union européenne. Puis, dans le dossier du futur et de la croissance, il a montré une belle figure rhétorique classique du populisme : d'abord dire qu'on va vers la catastrophe, puis faire remarquer qu'on a toujours dit la « vérité », pour finalement assurer qu'on est les seuls à pouvoir empêcher le pays d'aller à sa perte.

En somme, l'ADR ne sait pas vraiment tirer profit de l'atmosphère droitiste qui se répand en Europe et en Occident. Et même si on peut douter d'une analyse récente dans le magazine « forum » qui le dédouanait - de par son programme - du populisme d'extrême droite, les tentations et les rhétoriques populistes font partie intégrante du parti depuis longtemps. Heureusement pour nous, ils ne savent pas encore les utiliser de façon cohérente.

## SHORT NEWS

## Apess : enfin une élection

(da) - Les uns avaient parlé d'un « déni de démocratie », les autres d'une « tentative de putsch » (woxx 1381). Au sein du syndicat d'enseignants Apess, deux fractions se combattaient ouvertement : l'une composée du bureau exécutif actuel, l'autre opposée à l'accord avec le ministère que la première avait signé l'année passée. Les prétendus « putschistes » avaient reproché au bureau exécutif de ne pas vouloir tenir d'élections démocratiques, tandis que l'équipe du président Daniel Reding avait maintenu que de telles élections ne pourraient avoir lieu à cause d'une affaire judiciaire impliquant l'Apess. Six membres frondeurs avaient engagé des recours à l'encontre du bureau exécutif. Les six litiges ont finalement pu être résolus en médiation : des élections auront lieu entre le 25 et le 29 octobre... sur une plateforme internet « neutre et sécurisée ». Des « fonctionnaires externes neutres et assermentés » devront veiller au bon déroulement. Un juge sera chargé de sceller électroniquement la liste des électeurs sur base du fichier des membres et de lancer le vote. C'est à un huissier de justice qu'incombera le « descellement de l'urne électronique ». Pour le bon fonctionnement de la démocratie syndicale, faut être prêt à mettre les moyens !

## Typenzulassung: Luxemburg besonders schnell?

(dw) - Wie konnten es acht bis zehn Ingenieure der Luxemburger SNCH Im Jahr 2015 schaffen, nahezu 9.000 Homologationen (Neuzulassungen verschiedenster Autoteile) zu erteilen? Diese und andere Fragen stellten am Dienstag verschiedene Europa-Abgeordnete dem SNCH-Direktor Claude Liesch, der vom Untersuchungsausschuss des Europa-Parlaments zum VW-Skandal gehört wurde. Mit rund 3,5 Stunden Bearbeitungszeit pro Zertifikat liege Luxemburg im europäischen Schnitt und arbeite vergleichbar wie etwa die deutsche Zulassungsbehörde KBA, so Liesch. Ein Blick in den Jahresbericht der KBA zeigt allerdings ein anderes Verhältnis: Pro Tag geben dort im Schnitt 60 Mitarbeiter rund 80 Zertifikate heraus, in Luxemburg kommen auf die maximal zehn Ingenieure 35 Homologationen pro Arbeitstag. Liesch sprach sich in Brüssel gegen eine europäische Kontrollinstanz aus. Dies sei nicht „industriefreundlich“ sagte er, eine dezentrale Instanz sei hier vorzuziehen. Die Position der Luxemburger Regierung ist diesbezüglich noch nicht eindeutig festgelegt. Man müsse über solche Kontrollmöglichkeiten nachdenken, hatte vor kurzem der für Transport zuständige Minister François Bausch gesagt. Seine Parteikollegen im Europaparlament und mit ihnen der grüne EU-Abgeordnete Claude Turmes fordern eine Überwachung nach der Zulassung auf europäischer Ebene durch die EU-Kommission.

## Inondations : l'agriculture accusée à tort ?

(lm) - Le directeur de l'Administration de la gestion de l'eau, Jean-Paul Lickes, a-t-il eu tort de rendre les pratiques agricoles en partie responsables des terribles inondations de la vallée de l'Ernz blanche en juillet dernier ? C'est ce que laisse entrevoir la réponse tardive à une question parlementaire soumise début août par la députée Martine Hansen. Dans une interview au Wort, Lickes avait notamment affirmé que les monocultures exploitées à l'aide de lourdes machines agricoles entraînaient un compactage des sols et une perte de la capacité d'absorber l'eau de pluie. Les ministères de l'Environnement et de l'Agriculture rappellent dans leur réponse que Lickes avait également cité d'autres facteurs tels que l'urbanisation et le changement climatique. Mais ils dédouanent l'agriculture, puisqu'ils attribuent l'essentiel de la catastrophe à la grande quantité de pluie tombée en un laps de temps très court. De plus, ils font remarquer que les surfaces exploitées en monoculture plusieurs années de suite n'occupent que 1,3 pour cent du territoire national, tandis que la surface imperméabilisée par l'urbanisation en occupe 9,5. Enfin, comme mesure préventive, les ministères n'évoquent pas un changement des pratiques agricoles, mais l'aménagement des cours d'eau.